



**Caisse Primaire d'Assurance Maladie**

**Cahier des Clauses Techniques Particulières**

**Vérification et maintenance des extincteurs et des équipements de lutte contre l'incendie et formation du personnel des Caisses Primaires d'Assurance Maladie de la région Occitanie**

**MARCHE N°2025-001**

**Organisme coordonnateur du groupement :**

**Caisse Primaire d'Assurance Maladie des Hautes-Pyrénées**

8 Place au Bois

65000 TARBES

N° SIRET : 777 169 020 00016

---

Appel d'offres passé en application des Articles L.2124-1, L.2124-2, R.2124-1 et R.2124-2  
du Code de la commande publique

## SOMMAIRE

1.	ARTICLE 1 : DISPOSITIONS GÉNÉRALES DU MARCHÉ .....	3
1.1.	Parties contractantes.....	3
1.2.	Objet du marché.....	3
2.	ARTICLE 2 : CONTEXTE DU MARCHE.....	3
3.	ARTICLE 3 : ALLOTISSEMENT .....	4
4.	ARTICLE 4 : LIEUX D'EXÉCUTION.....	4
5.	ARTICLE 5 : RÉFÉRENTIELS APPLICABLES .....	5
6.	ARTICLE 6 : CARACTERISTIQUES TECHNIQUES DES PRESTATIONS .....	6
6.1	Dispositions générales.....	6
6.2	Inventaire exhaustif des équipements .....	7
6.3	Augmentation du nombre d'équipements.....	8
6.4	Diminution du nombre d'équipements.....	8
6.5	La maintenance préventive – vérification périodique.....	8
6.6	La maintenance corrective .....	10
6.7	Les plans d'intervention et d'évacuation et consignes « incendie ».....	10
6.8	Rapport d'intervention .....	11
6.9	Registre de sécurité .....	12
6.10	Période sous garantie .....	12
6.11	Recyclage ou revalorisation des équipements remplacés .....	12
6.12	La formation et les exercices d'évacuation .....	12

## 1. ARTICLE 1 : DISPOSITIONS GÉNÉRALES DU MARCHÉ

### 1.1. Parties contractantes

#### D'une part :

Le groupement de commande formé en vertu des dispositions de l'article L. 2113-6 du Code de la commande publique, et constitué des organismes suivants :

- **Le CTI - Centre De Traitement Informatique Sud – Toulouse (lots 1 et 2)**
- **La CPAM - Caisse Primaire d'Assurance Maladie - de l'Ariège (lots 1 et 2)**
- **La CPAM - Caisse Primaire d'Assurance Maladie - de l'Aveyron (lots 1 et 2)**
- **La CPAM - Caisse Primaire d'Assurance Maladie - du Lot (lots 1 et 2)**
- **La CPAM - Caisse Primaire d'Assurance Maladie - de la Haute Garonne (lots 1 et 2)**
- **La CPAM - Caisse Primaire d'Assurance Maladie – des Hautes-Pyrénées (lots 1 et 2)**
- **La CPAM - Caisse Primaire d'Assurance Maladie - du Tarn et Garonne (lots 1 et 2)**
- **La CPAM - Caisse Primaire d'Assurance Maladie - du Tarn (lots 1 et 2)**
- **La CPAM - Caisse Primaire d'Assurance Maladie - des Pyrénées-Orientales (lots 3 et 4)**
- **La CCSS – Caisse Commune de Sécurité Sociale de la Lozère (lots 3 et 4)**
- **La CPAM - Caisse Primaire d'Assurance Maladie - de l'Aude (lots 3 et 4)**
- **La CPAM - Caisse Primaire d'Assurance Maladie – du Gard (lots 3 et 4)**
- **La CPAM - Caisse Primaire d'Assurance Maladie - de l'Hérault (lots 3 et 4)**

Le Coordonnateur du groupement est la Caisse Primaire d'Assurance Maladie des Hautes-Pyrénées représentée par son Directeur par intérim, M. Jacques BABY.

Les membres du groupement de commande sont désignés dans le présent CCTP par l'expression « les organismes » ;

#### D'autre part :

Le prestataire de service désigné dans le présent CCTP par l'expression « le titulaire ».

### 1.2. Objet du marché

Le présent marché a pour objet la réalisation de vérification et de maintenance des extincteurs, des équipements de lutte contre l'incendie ainsi que la formation du personnel des Caisses Primaires d'Assurance Maladie de la région Occitanie (13 organismes).

## 2. ARTICLE 2 : CONTEXTE DU MARCHÉ

Afin de mutualiser les procédures de passation des marchés et de rationaliser leurs achats, les organismes d'assurance maladie de la région Occitanie ont constitué un groupement de commandes en application des dispositions des articles L. 2113-6 et suivants du Code de la commande publique.

Les organismes d'assurance maladie de la région Occitanie ont un volume (dénombrement indicatif) de :

- 1312 extincteurs ;
- 21 RIA ;
- 98 équipements de désenfumage ;
- 4 colonnes sèches ;
- 2793 BAES ou BAEH ;

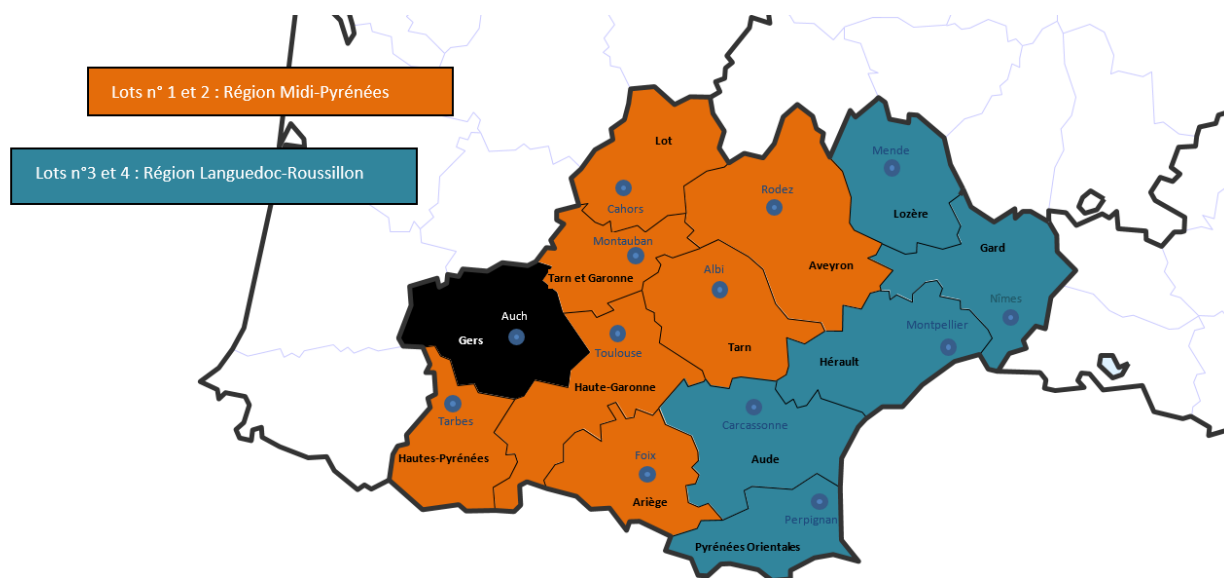
Répartis sur 56 sites dans 13 départements.

Les sites sur lesquels les prestations seront effectuées sont des établissements recevant du public (ERP).

### 3. ARTICLE 3 : ALLOTISSEMENT

Le présent marché est alloti en 4 lots :

- **Lot n°1** : Vérification et maintenance des extincteurs, des équipements de lutte contre l'incendie – CPAM Région Midi-Pyrénées
- **Lot n°2** : Formation du personnel – CPAM Région Midi-Pyrénées
- **Lot n°3** : Vérification et maintenance des extincteurs, des équipements de lutte contre l'incendie – CPAM Région Languedoc-Roussillon
- **Lot n°4** : Formation du personnel – CPAM Région Languedoc-Roussillon



### 4. ARTICLE 4 : LIEUX D'EXÉCUTION

Adresse des sièges des 13 organismes de la Région Occitanie :

- CCSS de la LOZERE : Quartier des Carmes, 48000 Mende
- CPAM de l'ARIEGE : 1 Avenue Sibian, 09000 Foix
- CPAM de l'AUDE : 2 allée de Bezons, 11017 Carcassonne
- CPAM de l'AVEYRON : 156 avenue de Bamberg, 12020 Rodez
- CPAM de la HAUTE-GARONNE : 3 Boulevard du Professeur Léopold Escande, 31093 Toulouse
- CPAM des HAUTES-PYRENEES, le coordonnateur : 8 place au bois, 65000 Tarbes
- CPAM de l'HERAULT : 29 cours Gambetta, 34934 Montpellier
- CPAM du LOT : 238 Rue Hautesserre, 46000 Cahors
- CPAM des PYRENEES ORIENTALES : 2 rue des Remparts-Saint-Mathieu, 66000 Perpignan
- CPAM du TARN : 197-199 avenue Gambetta, 81000 Albi
- CPAM du TARN-ET-GARONNE : 592 Boulevard Blaise Doumerc, 82015 Montauban

- CPAM du GARD : 14 rue du Cirque Romain, 30900 Nîmes
- CTI de TOULOUSE : 1 impasse Henri Ramet, 31100 Toulouse

Le titulaire sera amené à intervenir dans les différents points d'accueil ou site extérieur qui dépendent de chaque siège.

## 5. ARTICLE 5 : RÉFÉRENTIELS APPLICABLES

Le titulaire doit se conformer aux lois, règlements et règles en vigueur et, notamment à la liste (non exhaustive) de textes, documents, normes et règlements indiqués ci-après :

### Notamment en matière de respect :

- Du Code du travail : conception et utilisation des lieux de travail ;
- Des normes françaises et européennes ;
- Des documents Techniques Unifiés (D.T.U.) ;
- Les notices d'installation, d'exploitations et de maintenance des constructeurs respectifs ;
- À l'arrêté du 18 novembre 2011 relatif aux détecteurs de fumée à chambre d'ionisation ;

Et aux normes suivantes :

### Règlement de sécurité

- Arrêté du 23 mars 1965 portant approbation du Règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public ;
- Arrêté du 25 juin 1980, modifié, portant approbation du Règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public ;
- Arrêté du 22 mars 2004, portant approbation de dispositions complétant et modifiant le Règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (dispositions relatives au désenfumage) ;
- Instruction techniques n°246, relative au désenfumage dans les établissements recevant du public ;

### Normes relatives aux systèmes de détection incendie (S.D.I.)

- Norme NF S 61-950 relative aux détecteurs, tableaux de signalisation et organes intermédiaires ;
- Norme NF S 61-962 relative au tableau de signalisation à localisation d'adresse de zone ;
- Norme européenne NF EN 54-2, relative à l'équipement de contrôle et de signalisation (E.C.S.) ;
- Norme européenne NF EN 54-4, relative à l'équipement d'alimentation électrique ;

### Normes relatives aux systèmes de mise en sécurité incendie (S.M.S.I.)

- Norme NF S 61-919 : Maintenance et durée de vie des extincteurs portatifs ;
- Norme NF S 61-922 : Activités de service relatives à la maintenance des extincteurs portatifs, mobiles et fixes ;
- Norme NF S 61-930 et ses annexes, relative aux systèmes concourant à la sécurité contre les risques d'incendie et de panique ;
- Norme NF S 61-931, relative aux dispositions générales ;
- Norme NF S 61-932, relative aux règles d'installation ;
- Norme NF S 61-933, relative aux règles d'exploitation et de maintenance ;
- Norme NF S 61-934, relative aux centralisateurs de mise en sécurité incendie (C.M.S.I.) ;
- Norme NF S 935, relative à l'Unité de signalisation (U.S.) ;
- Norme NF S 61-937, relative aux dispositifs actionnés de sécurité (D.A.S.) ;

- Norme NF S 61-940, relative aux alimentations électriques de sécurité (A.E.S.) ;
- Fascicule FD S 61-949, commentaires et interprétations des normes NF S 61-931 à NF S 61-939 ;
- Norme NF S 32-001, relative aux signaux sonores d'évacuation d'urgence ;
- Norme EN 12101 : systèmes pour le contrôle des fumées et de la chaleur ;
- Norme NF S 61-759 : installation et maintenance des colonnes sèches ;
- Norme EN 671- 1 : RIA équipés de tuyaux semi-rigides ;
- Norme NF S 62 201 : Règles d'installation et de maintenance des RIA équipés de tuyaux semi-rigides ;
- Norme NF C 71-830 : règles de maintenance des BAES et BAEH
- Norme NF X 08 – 070 : Plan d'évacuation, instruction de sécurité ;

### Normes et textes divers

- Norme NF C 15-100, relative aux installations électriques à basse tension ;
- Norme NF C 32-070, relative aux conducteurs et câbles isolés pour installations et aux essais de classification des conducteurs et câbles du point de vue de leur comportement au feu ;
- Normes concernant la compatibilité électromagnétique, notamment la directive européenne 89-336 du 3 mai 1989 transcrite par le décret français n°92-587 du 15 septembre 1992 ;
- Règle 7 de l'A.P.S.A.D ;
- Le guide pour la maintenance des extincteurs mobiles – CNMIS (Comité National du Matériel d'Incendie et de Sécurité) ;

Le titulaire, en tant que sachant, ne peut se prévaloir d'une quelconque méconnaissance de ces textes et, d'une manière générale, de tous les textes, lois, décrets, arrêtés, et réglementations, actuels et futurs, relatifs à l'exécution des prestations objet du présent marché.

## 6. ARTICLE 6 : CARACTERISTIQUES TECHNIQUES DES PRESTATIONS

A compter de la notification du marché, et **selon le calendrier d'intégration des CPAM** au marché, défini à l'article 6.2 du CCAP, les CPAM de la région Occitanie souhaitent mettre en œuvre la maintenance des extincteurs et des équipements de lutte contre l'incendie et formation des personnels.

Les prestations concernent :

- La maintenance préventive et corrective
  - des extincteurs ;
  - des RIA (robinets armés d'incendie) ;
  - des équipements de désenfumage ;
  - des colonnes sèches ;
  - des BAES (blocs autonomes d'éclairage de sécurité) ;
- La formation
  - Des équipiers de 1<sup>ère</sup> intervention ;
  - Des équipiers d'évacuation ;
  - Assistance aux exercices préventifs d'évacuation ;

### 6.1 Dispositions générales

#### 6.1.1 Dispositions d'ordre technique

Le prestataire déclare expressément que le personnel employé est spécialement qualifié et diplômé au titre d'Agent Vérificateur d'Appareils Extincteurs (A.V.A.E.), ou d'un diplôme équivalent reconnu par l'Union Européenne pour exécuter les prestations.

Une fois la conformité de l'appareil vérifiée, la mention « vérifié » doit être inscrite par l'agent vérificateur sur l'appareil, ainsi que la date et le nom de l'agent vérificateur.

L'agent vérifie que les matériels installés sont toujours adaptés aux risques et que leur emplacement reste approprié. Il signale toute non-conformité des matériels et équipements à la réglementation en vigueur.

L'agent vérificateur donne tout conseil qu'il juge utile sur l'utilisation des équipements et les améliorations à apporter (dans le cadre du respect de la réglementation).

### 6.1.2 Interlocuteur dédié

Le prestataire devra identifier nommément dans son offre un interlocuteur dédié pour chacune des prestations proposées (nom, coordonnées, autre information jugée nécessaire).

### 6.1.3 Réunion de démarrage

Une réunion de démarrage devra être réalisée dès le commencement du marché sur chaque site de CPAM. Le prix de la réunion est inclus dans la maintenance préventive.

## 6.2 Inventaire exhaustif des équipements

Une liste des matériels est fournie en annexe, celle-ci étant **indicative**.

Afin de vérifier la liste des équipements, le titulaire doit réaliser un inventaire de départ exhaustif contradictoire précis des installations et équipements concernés par le marché (le nombre et type de matériel, marques, caractéristiques techniques).

Le prix de cet inventaire est inclus au titre de la maintenance préventive.

Cet inventaire doit être réalisé dans les 4 semaines suivant la notification du marché.

Le titulaire sera tenu de fournir à la CPAM concernée, un inventaire exhaustif des matériels à chaque vérification annuelle, incluant les modifications intervenues, transmis par mail sous format de type Excel.

L'inventaire devra être transmis aux organismes concernés, 15 jours après la vérification.

La liste indiquera :

- Le type de matériel (extincteur, BAES...), la marque et le numéro ;
- L'implantation ;
- Les coordonnées du site ;
- Les observations ;

A partir de la réalisation de l'inventaire exhaustif effectué par le titulaire, celui-ci est réputé être parfaitement informé :

- Des différents sites sur lesquels il est susceptible d'intervenir,
- De la consistance des équipements et installations à maintenir,
- Des conditions particulières d'accès liées à la sécurité et à la spécificité de chaque site.

Le titulaire ne peut se prévaloir de la méconnaissance ou de l'insuffisance d'informations et faire état de difficultés provenant de l'état ou du fonctionnement des équipements et installations pour ne pas assurer sa mission partiellement ou en totalité, dans le cadre défini par le présent CCTP. L'ensemble des installations de sécurité incendie présentes sur les sites des services bénéficiaires du contrat de maintenance doit être pris en compte par le titulaire.

La liste des installations est fournie, à titre indicatif, dans les annexes pour chacun des lots. Elle n'est ni limitative, ni exhaustive.

A compter de la sollicitation par mail de la CPAM concernée (avant dernier mois de la dernière année du marché), le titulaire disposera d'un délai de 5 semaines pour lui remettre, un export selon un format standard (tableur ou traitement de texte) des données relatives à la liste détaillée des équipements maintenus et au suivi de la maintenance réalisée pour chacun des sites concernés.

Cet export reprend au minimum le site et le service concerné, les catégories d'équipement, les quantités associées et la date de dernière ou prochaine maintenance préventive.

La non remise de ces éléments donnera lieu à l'application des pénalités correspondantes.

### **6.3 Augmentation du nombre d'équipements**

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de procéder à des augmentations dans une limite de 5 %, par rapport au nombre d'équipements mentionnés dans l'inventaire exhaustif, sans modification de tarif et sans que le titulaire du marché puisse porter réclamation.

Toute modification du nombre d'équipements sera prise en compte par le titulaire par voie d'avenant.

### **6.4 Diminution du nombre d'équipements**

Dans le cas où un bâtiment ou une installation serait fermé pendant une durée supérieure à une année ou en cas de fermeture définitive, le pouvoir adjudicateur s'engage à en informer le titulaire. Le montant global facturé à la CPAM sera réduit du montant de la prestation non effectuée, au prorata des équipements supprimés.

Toute modification du nombre d'équipements sera prise en compte par le titulaire par voie d'avenant.

### **6.5 La maintenance préventive – vérification périodique**

La maintenance préventive doit être planifiée par la société via un planning d'intervention par site. Le planning devra être transmis aux caisses concernées dans le mois qui suit la notification pour la première année du marché puis avant le 31 janvier pour les années suivantes, et sera signé contradictoirement.

La visite quinquennale de vérification sera comprise dans le montant forfaitaire proposé pour les autres lignes de la DPGF.

#### **6.5.1 La maintenance préventive des extincteurs**

La maintenance préventive sera réalisée selon la périodicité requise par les normes en vigueur et visera à garantir le bon fonctionnement des extincteurs à tout moment.

Pour sa première intervention, le titulaire veillera à ce que la périodicité de la maintenance soit cohérente avec l'intervention de l'ancien titulaire. Pour ce faire, la date de la dernière intervention de l'ancien titulaire sera constatée lors de l'inventaire de départ par le nouveau titulaire.

La vérification périodique comprend :

- La vérification des extincteurs suivant les normes et la réglementation en vigueur au moment de l'intervention.
- La vérification des fixations, des housses et des coffrets.



- La fourniture par le prestataire des consommables et petites pièces d'usure dans le cadre d'une utilisation normale (étiquette NF, goupille, joint, ...).
- Le rechargement et le remplacement des extincteurs périmés.

Le rechargement et le remplacement des extincteurs périmés se fera obligatoirement lors de la vérification des extincteurs et fera l'objet d'une facturation sur la base des prix unitaires indiqués dans le BPU par le prestataire.

#### **6.5.2 La maintenance préventive des RIA (Robins d'Incendie Armés)**

Une vérification, selon la périodicité requise par les normes en vigueur, devra être obligatoirement réalisée afin de vérifier l'ensemble des pièces mécaniques et des sources d'alimentation de chaque installation présente sur le site.

Pour sa première intervention, le titulaire veillera à ce que la périodicité de la maintenance soit cohérente avec l'intervention de l'ancien titulaire. Pour ce faire, la date de la dernière intervention de l'ancien titulaire sera constatée lors de l'inventaire de départ par le nouveau titulaire.

Ce dispositif de premier secours doit être prêt à l'emploi en permanence et aucun dysfonctionnement ni aucune défaillance ne peut être acceptés.

#### **6.5.3 La maintenance préventive des équipements de désenfumage**

Une vérification, selon la périodicité requise par les normes en vigueur, devra être obligatoirement réalisée afin de vérifier les systèmes de désenfumage (ouvrants en façade, exutoires en toiture, commandes à distance, commandes de désenfumage...).

Pour sa première intervention, le titulaire veillera à ce que la périodicité de la maintenance soit cohérente avec l'intervention de l'ancien titulaire. Pour ce faire, la date de la dernière intervention de l'ancien titulaire sera constatée lors de l'inventaire de départ par le nouveau titulaire.

Elle concerne :

- La vérification et la lubrification de toutes les parties mécaniques et de transmission ;
- Le test de bon fonctionnement à l'ouverture et à la fermeture ;
- Le contrôle de conformité de toutes les pièces composant le désenfumage ainsi que le remplacement immédiat des pièces défectueuses ;

#### **6.5.4 La maintenance préventive des colonnes sèches**

Les opérations de maintenance se feront suivant les normes en vigueur, en fonction du type d'établissement des CPAM de la région, et selon la périodicité requise par les normes en vigueur.

Pour sa première intervention, le titulaire veillera à ce que la périodicité de la maintenance soit cohérente avec l'intervention de l'ancien titulaire. Pour ce faire, la date de la dernière intervention de l'ancien titulaire sera constatée lors de l'inventaire de départ par le nouveau titulaire.

Le titulaire devra s'assurer du bon état général de l'installation et effectuer les tests et essais prévus par la réglementation en vigueur.

### 6.5.5 La maintenance préventive des B.A.E.S.

Les opérations de maintenance se feront suivant les textes et les normes en vigueur.

Pour sa première intervention, le titulaire veillera à ce que la périodicité de la maintenance soit cohérente avec l'intervention de l'ancien titulaire. Pour ce faire, la date de la dernière intervention de l'ancien titulaire sera constatée lors de l'inventaire de départ par le nouveau titulaire.

Le titulaire devra s'assurer notamment :

- De la présence et de la conformité des blocs de secours ;
- Du bon fonctionnement du matériel, de la conformité de l'intensité lumineuse et de la durée d'autonomie minimale ;

La maintenance des BAES peut nécessiter une coupure électrique. Le candidat indiquera dans sa réponse, dans quelles conditions il prévoit de réaliser cette maintenance (intervention en site occupé).

Dans le cas d'un changement d'un BAES, le Titulaire sera tenu de donner le motif de ce changement (dysfonctionnement, défaut, HS, etc.) dans son rapport d'intervention.

### 6.6 La maintenance corrective

La maintenance consistera notamment :

- A remettre en parfait état de fonctionnement les matériels défectueux ou dégradés.
- A fournir et poser des matériels ou équipements neufs si la remise en état n'est pas réalisable.

Le titulaire doit, dans ses rapports d'intervention, faire état des matériels défectueux et/ou dégradés à remplacer et soumettre à la CPAM le devis correspondant.

Le remplacement ou réparation des matériels défectueux se déclenche sur bon de commande transmis par courriel au titulaire suivant le prix indiqué au BPU.

**Le délai d'intervention à partir de la date du bon de commande ne pourra pas excéder 72 heures.**

Le titulaire intervient également en cas de dysfonctionnement en dehors des prestations forfaitaires définies dans le CCTP et sur demande du pouvoir adjudicateur.

Dans ce cas, cette intervention ponctuelle de vérification ou de dépannage est réglée suivant les prix unitaires (BPU) retenus dans le cadre du marché.

Si la prestation ou les pièces ne sont pas prévues au BPU, un devis est dressé par le titulaire dans un délai de 3 jours.

En cas d'acceptation, le pouvoir adjudicateur émet un bon de commande.

Pour tout devis supérieur à 500 € HT, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de mettre en concurrence le devis établi par le titulaire.

### 6.7 Les plans d'intervention et d'évacuation et consignes « incendie »

Un contrôle des différents plans d'intervention, d'évacuation et des consignes existantes, prévu dans la DPGF, sera réalisé annuellement sur tous les sites et des propositions de mises à jour pourront être faites sur :

- L'existant : correction, ajout/retrait de certains éléments, modification des bureaux (ajout ou retrait de cloisons...), évolutions réglementaires ;
- La création : nouveaux plans d'évacuation à prévoir en fonction de l'évolution de la réglementation et des éventuels travaux réalisés dans les bâtiments ;
- La vérification de la concordance entre les extincteurs mis en place et l'implantation sur les plans ;
- La vérification des implantations des équipements incendie suivant les risques environnementaux ;

Ces propositions seront communiquées aux interlocuteurs des différents organismes.

Les créations se feront uniquement sur accord de l'organisme concerné par l'émission d'un bon de commande sur la base du bordereau de prix (BPU).

Le titulaire a la responsabilité de signaler les éventuels écarts avec la réglementation en vigueur.

## 6.8 Rapport d'intervention

Les interventions donneront lieu à la rédaction de rapports d'intervention pour chaque site et pour chaque type de vérification. Ces rapports seront conformes aux dispositions réglementaires applicables à chaque prestation et devront contenir à minima les éléments suivants :

- La désignation de l'entreprise intervenante ;
- L'identité de la ou des personnes ayant réalisé le contrôle ;
- La date d'intervention (ou les dates si plusieurs et/ou consécutives) ;
- Les renseignements généraux relatifs à la vérification ;
- Une liste récapitulative des observations ;
- Les observations relatives aux équipements contrôlés avec leur localisation précise. Ces observations comporteront, outre l'énoncé de la non-conformité, une préconisation de modification à réaliser pour y remédier ;

Les interventions relatives à la maintenance corrective devront également faire l'objet de la rédaction de rapports d'intervention pour chaque site. Ces rapports seront conformes aux dispositions réglementaires applicables à chaque type de maintenance corrective et devront contenir à minima les éléments suivants :

- La désignation de l'entreprise intervenante ;
- L'identité de la ou des personnes ayant réalisé la maintenance ;
- La date d'intervention (ou les dates si plusieurs et/ou consécutives) ;
- Les renseignements généraux relatifs à la prestation corrective ;
- Les observations relatives aux équipements remplacés/réparés avec leur localisation précise ;
- Les observations relatives au motif de réparation/remplacement ;

Ces rapports seront remis, à minima par mail, dans un délai de **2 semaines maximum** à compter de la date d'intervention sous format numérique et pourront être disponibles sur le site dédié du titulaire avec accès sécurisé pour chaque interlocuteur désigné auprès des différents organismes.

Dans son mémoire technique, le titulaire présentera de façon succincte mais précise, le site internet ou tout autre moyen permettant de consulter l'ensemble des données.

Ce rapport devra être de qualité et clair. Il ne devra pas être manuscrit mais devra être tapé, dactylographié à l'aide d'un ordinateur.

## 6.9 Registre de sécurité

A l'issue de chaque visite, l'agent vérificateur habilité devra noter l'intervention dans le registre de sécurité présent sur chaque site. Les signatures des 2 parties devront y figurer.

## 6.10 Période sous garantie

Le titulaire détaillera dans sa réponse les conditions de sa garantie commerciale appliquée aux pièces et réparations prévues dans le cadre de ce marché.

Lorsque la période de garantie reste comprise dans la durée du marché, le titulaire prend toutes les dispositions en accord avec le constructeur ou l'installateur des matériels ou équipements afin d'assurer la coordination de leurs interventions : réglages ou interventions suite à incident au titre de la garantie.

Dans le cas d'une prestation faisant l'objet d'une rémunération hors BPU, si une nouvelle défaillance affectant le même organe et ayant la même origine que la première se produit dans un délai inférieur à 12 mois, il n'y aura pas facturation.

## 6.11 Recyclage ou revalorisation des équipements remplacés

Le prestataire s'engage à recycler ou à revaloriser les divers équipements remplacés.

A ce titre, il devra fournir annuellement une attestation détaillée (identification du matériel retiré, matière, poids, devenir, et autres informations jugées nécessaires) certifiant du recyclage ou de la valorisation des équipements remplacés.

## 6.12 La formation et les exercices d'évacuation

Le titulaire devra réaliser les exercices d'évacuation et les formations des équipiers d'évacuation (guide file et serre file), des équipiers de 1<sup>ère</sup> intervention selon les modalités et les fréquences fixées par la réglementation en vigueur.

A la fin de chacune de ces formations, afin de réaliser une auto-évaluation, le prestataire devra faire réaliser un test de compréhension à chacune des personnes formées, notée sur 10 points. Si la note moyenne obtenue est inférieure à 3 points, le prestataire devra de nouveau former les personnes sans refacturation supplémentaire.

### 6.12.1 Les exercices d'évacuation

La prestation comprend :

- L'organisation et la conduite d'exercices d'évacuation ;
- Le débriefing ciblé avec les guides et les serre-files, et le responsable du site concerné ;
- Le prestataire aura un rôle de conseil sur la détermination des zones d'évacuation, les affichages sécurité correspondants, l'adéquation de l'effectif chargé d'évacuation et tout autre aspect permettant de renforcer la prévention contre le risque incendie ;

Les entreprises se prononceront sur leurs capacités techniques à organiser des exercices avec fumée.

Le prestataire délivrera, à minima par mail, les rapports formalisés correspondants et les adressera à chaque représentant des Caisses au plus tard 15 jours après leur réalisation.

#### 6.12.2 Formation des équipiers d'évacuation (guide files et des serre files)

La prestation comprend :

- La sensibilisation des agents aux risques d'incendie et aux méthodes de prévention en leur donnant les instructions nécessaires afin qu'ils puissent intervenir de façon rapide et efficace en cas de début d'incendie ;
- La formation des agents à l'évacuation afin que celle-ci se déroule dans le calme et répondre aux règles élémentaires de sécurité : évacuation des locaux et mise en sécurité des personnes ;

Pour cette prestation, le prestataire devra fournir des brassards pour chaque personne qui sera désignée guide files.

Le serre-files devra également disposer d'étiquettes mentionnant que le bureau a été effectivement contrôlé.

Le prestataire pourra proposer dans son offre du matériel de signalisation lié à l'évacuation du site.

Ce prix sera compris dans le prix global proposé.

Dans le cas d'une formation sur site, le prestataire devra inclure dans sa formation la spécificité des locaux et des mises en situation liées aux locaux utilisés.

#### 6.12.3 Formation des équipiers de 1<sup>ère</sup> intervention

La prestation comprend :

- La sensibilisation des agents aux risques d'incendie et aux méthodes de prévention en leur donnant les instructions nécessaires afin qu'ils puissent intervenir de façon rapide et efficace en cas de début d'incendie ;
- La formation des agents à la théorie et à la pratique d'utilisation des extincteurs ;

Dans le cas d'une formation sur site, le prestataire devra inclure dans sa formation la spécificité des locaux et des mises en situation liées aux locaux utilisés.

#### 6.12.4 Modalités pratiques d'organisation

Les formations seront réalisées sur ½ journée en dehors des exercices d'évacuation et durant les plages horaires :

- Le matin de 9 heures à 12 heures ;
- L'après-midi de 14 heures à 17 heures ;

Les agents des « petits » sites extérieurs pourront se déplacer pour réaliser ces formations sur les sites plus importants rattachés à leur département ou chez le titulaire.

Pour les formations des équipiers d'évacuation, le candidat précisera dans son offre les conditions d'exécution des formations (sur site ou dans un local fourni par le prestataire, fourniture de matériel ...)

Pour la formation des équipiers de première intervention, le candidat devra prévoir dans son offre la possibilité d'effectuer les exercices soit sur site, soit dans ses propres locaux soit dans une unité mobile.

Le candidat devra préciser dans sa réponse le nombre d'agents prévus dans chaque session de formation, ce nombre **ne devra être supérieur à 20 participants.**

Les formations se déclenchent par l'émission d'un bon de commande transmis par courriel au titulaire suivant le prix indiqué au BPU.

**Le bon de commande sera accompagné d'une proposition de planning de la part de la CPAM que le titulaire validera ou modifiera en accord avec la CPAM.**

A l'issue de ces formations, le prestataire adressera impérativement la feuille d'émargement et les attestations de formation nominatives correspondantes.